

## Interpellation urgente

### Hildbrand, Blanc et consorts

#### "RIE 3 : Lausanne compte-t-elle comme le Canton et assume-t-elle sa part de l'effort ?"

Le Commission des finances du Grand Conseil vaudois (Cofin) et le Conseil d'Etat ont communiqué lundi 31 août 2015 sur l'avancement du volet vaudois de la Réforme de l'imposition des entreprises 3.

La Cofin relève les efforts consentis par tous et valide l'entier des mesures prévues. Elle proposera au Grand Conseil d'adopter le projet tel que présenté. Une motion, d'ores et déjà soutenue par le Conseil d'Etat, demandera notamment une étude de la situation financière des communes.

Tout en se réjouissant du résultat des travaux de la commission, le Conseil d'Etat a immédiatement réagi en publiant une première analyse succincte sur la base des comptes 2013. Pudiquement, elle présente la situation financière des communes en mettant parfois Lausanne à part ou en n'en parlant pas.

Citée dans l'édition du mardi 1<sup>er</sup> septembre du journal 24 Heures, Madame la Conseillère municipale Florence Germond, directrice des finances et du patrimoine vert de la Ville de Lausanne conteste notamment le montant d'un « cadeau » précédent de 750 millions de francs, considérant que l'Etat oublie de soustraire les 162,1 millions de pertes fiscales des communes durant le même laps de temps.

Compte tenu de ce qui précède, nous nous permettons de poser quelques questions à la Municipalité :

- **La Municipalité confirme-t-elle tous les chiffres relatifs à Lausanne de la nouvelle analyse cantonale ?**
- **La Municipalité pense-t-elle que la baisse fiscale pour l'ensemble des entreprises devrait être assumée par le seul Canton ?**
- **Peut-elle compléter l'étude avec les chiffres 2014 et les fournir au Conseil communal ?**
- **En particulier, la Municipalité peut-elle confirmer les engagements financiers bruts de la commune (2,9 milliard en 2013, voir p. 5), et présenter les chiffres 2014 en les complétant par les engagements financiers bruts et nets des fondations et autres structures dominées par la Ville?**
- **Quel aurait été l'impact de la mise en place du nouveau plan comptable harmonisé 2 « MCH2 » sur les comptes 2014?**
- **La Municipalité soutient-elle une réforme rapide de la péréquation intercommunale, sachant qu'elle est de la compétence des communes ?**

Pierre-Antoine Hildbrand

Mathieu Blanc

Françoise Longchamp

Jean-François Cachin

Mardi, 1<sup>er</sup> septembre 2015